

# Villeneuve-Loubet : La Manifestation contre les déchets...

La situation dure et perdue à Villeneuve-Loubet. Après la décharge du Jas de Madame ouverte en 1980 pour mettre fin à la décharge de la Baronne dans le lit du Var à St Laurent-du-Var, en octobre 2000, le site du vallon de la Glacière est retenu sur la même commune de Villeneuve-Loubet.



S'en est suivi de longues procédures judiciaires pendant 8 ans où la justice s'est distinguée par le peu d'empressément sur ce dossier ô combien sensible.

## Fermeture de la Glacière en 2010...

D'études en expertises, la décharge a continué à s'étendre pour atteindre aujourd'hui, les quelques 7 millions de tonnes de déchets, Jas de Madame et Glacière cumulées. Les odeurs pestilentielle empoisonnent la vie des Villeneuvois après avoir incommodé durant des années, celle des Biotois. Aujourd'hui, les habitants doivent se calfeutrer chez eux alors que les enfants de la crèche en contrebais de la décharge ont du mal à respirer certains jours. Prochainement, le lycée de Villeneuve-Loubet va ouvrir ses portes et il se situe juste à côté de la décharge... Même si l'eau n'est pas polluée pour le moment, des failles

rassemblées, ce samedi matin entre Cagnes-sur-mer et Villeneuve-Loubet.

1.500 à 2.000 personnes...

Partis à 500 du boulevard Kennedy de Cagnes-sur-mer, le cortège a grossi au fur et à mesure qu'il s'approchait de la Mairie annexe de Villeneuve-Loubet...pour atteindre les 2.000 personnes selon les organisateurs, les deux associations villeneuvoises, l'ADEV de Serge Jover et Les Granouïé de Louissette Chiapello. Mais les manifestants n'étaient pas que des villeneuvois et des cagnois... Des biotois, des collois, des anti-bois, des laurentins...s'étaient joints au cortège resté très digne et calme durant tout le parcours. Serge Jover a salué ce front commun comprenant une cinquantaine d'associations venues de Villeneuve-Loubet, Cagnes-sur-mer, de Biot, de la Colle-sur-Loup, d'Antibes, de Vence, de St

## Des solutions existent...

Plusieurs propositions ont été faites : le paiement seul de la quantité de déchets générés par chacun, les déchets triés étant exonérés de taxes. Dans d'autres départements, cette disposition a permis de faire baisser de 30 % les déchets, tout comme la définition de la notion de déchet ultime a réduit les déchets mis en décharge. Pour Louissette Chiapello des Granouïé qui a refait l'historique des décharges villeneuvoises avec la mise en accusation du Marquis de Villeneuve qui a cédé les terrains "pour cette infamie". Et elle poursuit : "Aujourd'hui, il y a un espoir car ce propriétaire est lui aussi incommodé par les odeurs et la triste paysage qu'offre la décharge". Mais la responsabilité de la situation actuelle est imputable aussi aux industriels qui ont fait pression, aux consommateurs qui accumulent les déchets. Pour la représentante de l'association Région Verte, Brigitte Gourvanel, accompagné de Noël Perna, "il y a en assez des solutions faites d'expédients". A l'heure du projet de l'Opération d'Intérêt National (OIN) sur la Plaine du Var qui doit mettre le développement durable au cœur des préoccupations départementales, il faut régler le problème des déchets en urgence. Après les associations, les élus se sont exprimés au premier rang desquels, le Maire de Villeneuve-Loubet, Richard Camou, Président du Syndicat intercommunal de la

Vallée du Loup. Parlant "d'un gâchis environnemental et humain durant 30 ans", il a stigmatisé l'attitude de Sud Est Assainissement et des 16 communes du SIVEDU hormis Cagnes-sur-mer, la Colle-sur-Loup et Villeneuve-Loubet, qui ont toutes accepté l'inacceptable à savoir l'ouverture du site de la Glacière. En 2005, Richard Camou annonçait déjà sur France 3 que la décharge de la Glacière serait saturée en 2010 et que Villeneuve-Loubet n'acceptera plus aucun déchet sur son territoire communal... "Il ne faudra pas nous parler d'urgence demain mais de carence des décideurs !" Que chacun assume ses responsabilités !". Lors du dernier conseil municipal, deux délibérations ont été

par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) avec 50 millions d'euros investis pour moderniser l'incinérateur d'Antibes. Le Maire de Cagnes-sur-mer, Louis Nègre, 1<sup>er</sup> Vice-président de la CANCA, a rappelé qu'il fait analyser l'eau en aval de la décharge depuis 4 ans "pour être sûr que l'eau est propre". Si cela est le cas pour l'instant, il reste inquiet et lui aussi demande l'arrêt de la Glacière en 2010 et que chaque commune traite ses déchets au plus près. Il a reçu des assurances du Préfet sur l'absence de tout projet d'extension...ce qui a été démenti par le Député de la circonscription, Lionnel Luca, Vice-président du Conseil général délégué à l'éco-

cités papier qui inondent nos boîtes aux lettres". Une commission consultative a été créée pour suivre la révision du plan départemental des déchets, commission dans laquelle les associations ont demandé de siéger. Une étude menée par le cabinet Antéa a recensé tous les sites et toute proposition de traitement. Ce rapport devait être divulgué ce mois de juin ; il aura compilé une quarantaine de sites susceptibles d'accueillir une décharge. "Le Conseil général 06 prendra ses responsabilités, nous devons être innovant et performant sur ce dossier, voilà le vrai défi !". Et il a conclu en assurant qu'il exigera un plan de reboisement du site. "Je serai avec vous en travers de la route pour faire respecter notre



votées à l'unanimité : le soutien sans réserve de l'arrêté Biotop pour la protection de la faune et de la flore du massif villeneuvois, et l'interdiction de toute nouvelle décharge ou d'extension au-delà des 3 millions de tonnes de déchets autorisés par l'arrêté préfectoral. "On fera respecter nos décisions !" a conclu à peine menaçant le Maire de Villeneuve-Loubet.

## "Un avertissement sans frais"...

A son tour, le Maire de Biot, Jean-Pierre Dermitt, a réaffirmé la volonté de son conseil de s'opposer à toute extension de la Glacière "qui irait contre l'ambition et les efforts consentis

logie et au développement durable. Selon le PDG de Véolia, il y aurait bien un projet d'extension dans les cartons pour parer à toute éventualité... Le Député n'a pas exclu toute action visant à bloquer l'accès de la décharge "si le Préfet ne respectait pas ses décrets... Aujourd'hui, c'est un avertissement sans frais, demain nous assumerons nos responsabilités d'élus. J'en ai marre de cette politique de dupes qui déshonore la République !". Il a salué les initiatives prises par le Ministre, Nathalie Kosciusko-Morizet, dans ce dossier. Le Député a déposé un amendement qui a été rejeté "visant à faire payer aux entreprises de la grande distribution, les publi-

volonté !". La tension monte à Villeneuve-Loubet et ne devrait pas redescendre dans les semaines et les mois à venir...

Pascal Gaynard

## La solution de la Méthanisation...

Outre les élus qui ont pris la parole, Martine Marengo, 1<sup>ère</sup> Adjointe à la Colle-sur-Loup était présente ainsi que le Docteur Maurice Gillard, élu d'opposition à Roquefort-les-Pins. Ce dernier s'est longtemps battu contre la décharge et prône aujourd'hui une solution innovante, la méthanisation. Cela consiste à recycler près de 40 % de plus que le tri actuel par compostage en air libre ou par confinement sans émission de fumée. Cette solution permet aussi de récupérer les gaz permettant la production de source d'énergie capable de faire tourner des moteurs ou des centrales électriques. Cette méthanisation a été testée avec succès à Lille. Par ailleurs, le Docteur Gillard dénonce le projet d'installation d'une décharge polluante à Roquefort-les-Pins. Avec son comité de sauvegarde des sites et de l'environnement de Roquefort-les-Pins, il entend promouvoir "un traitement écologique et rentable des ordures ménagères".



existent sur ce terrain de la Glacière qui pourraient entraîner la pollution des nappes phréatiques à terme. Le site de la Glacière devait fermer en 2013 mais il ne pouvait accueillir que 3 millions de tonnes de déchets selon l'arrêté préfectoral. Au vu des déchets accumulés, il est probable que le tonnage soit atteint en 2010... D'où l'urgence de trouver des solutions durables qui ne doivent plus passer par Villeneuve-Loubet "qui a donné 30 années aux déchets". Aux autres de faire des efforts (et notamment à l'Ouest), serait un peu le résumé de la démarche des milliers de personnes

Laurent-du-Var, de Mandelieu-La Napoule... Tous n'avaient qu'un seul mot d'ordre : "Trop, c'est trop !". Et le leitmotiv de la matinée, "aucune nouvelle extension du site de la Glacière ou d'un tout autre centre d'enfouissement de déchets sur la commune de Villeneuve-Loubet". Une motion a été rédigée et présentée au Sous-Préfet, Claude Serra, ainsi qu'au Directeur de cabinet du Président du Conseil général 06, Jean-Robert Lefèvre, dans l'après-midi lors d'une réception d'une délégation au siège du Département au CADAM.

